

Cause Commune

numéro 24 - printemps 2009

Journal anarchiste www.causecommune.net

Caisse de dépôt et placement du Québec

Nous cotisons, vous placez,

ILS EMPOUCHENT !

Depuis quelques semaines, la Caisse de dépôt et placement du Québec [CDPQ] a fait couler beaucoup d'encre. L'annonce des résultats de rendement de la Caisse a fait l'effet d'un puissant séisme, tant chez les financiers que pour la classe politique. Les travailleurs et les travailleuses, qui étaient déjà inquiets et inquiètes face aux conséquences de la crise économique, ont maintenant peur des répercussions sur les fonds de retraite administrés par la Caisse.

Les grands médias, les économistes et les partis d'opposition se sont surtout attardés aux mauvais résultats financiers dévoilés récemment par la CDPQ. Mais la Caisse, c'est plus que ça ! Cette institution est en fait l'un des principaux vecteurs du développement du capitalisme québécois, en particulier sous sa forme financière. La Caisse de dépôt, c'est l'utilisation de l'argent des travailleurs et des travailleuses à des fins de rentabilité et d'accumulation de capital sans aucune autre considération.

Des résultats catastrophiques

La Caisse a investi, comme beaucoup d'autres gestionnaires de fonds publics[1], dans les fameux PCAA[2] (papiers commerciaux adossés à des actifs) ce qui s'est avéré un véritable désastre. En effet, lorsque les ménages américains surendettés ont commencé à ne plus être en mesure de rembourser leurs hypothèques, les banques ont subi une crise de liquidité et n'ont plus été en mesure de rembourser leur PCAA. Dans toute cette opération, la Caisse a enregistré une perte de 25% de ses actifs, soit 40 milliards de dollars. Ces milliards de dollars, ce sont en fait ceux de travailleurs et de travailleuses dont les fonds de retraite sont déposants à la caisse. Il y a 25 fonds de retraite déposants, dont le Régime des rentes et le Fonds des employé-e-s du gouvernement du Québec.

Des placements qui profitent de l'exploitation et de la pollution ?

La Caisse se comporte comme une entreprise privée de gestion de portefeuille: sa seule et unique considération, c'est le rendement de son capital. Il s'agit d'argent public, mais le comportement, lui, est celui de tous les capitaux financiers. En ce sens, la Caisse est un vecteur essentiel du développement capitaliste du Québec, mais aussi du développement de l'impérialisme québécois et canadien. Un examen rapide des investissements de la Caisse permet de constater à quel point cette institution contribue à enrichir des entreprises antisyndicales, polluantes et impérialistes.

Premièrement, les mises à pied réalisées, depuis deux ans, par les compagnies où la CDPQ est présente s'élèvent à plus de 30 000 travailleurs et travailleuses partout dans le monde. À elle seule, la compagnie pharmaceutique américaine Pfizer a licencié près de 15 000 employé-e-s en deux ans. À cela il faut rajouter 5000 pour Microsoft, 2000 pour BHP Billiton, 2000 pour Nokia, 1500 pour Bombardier, etc. Il faut aussi mentionner que la CDPQ a des parts chez Québecor Media, les mêmes qui mettent en lockout les travailleurs et les travailleuses du Journal de Montréal.

Deuxièmement, la Caisse participe à des compagnies pétrolières comme Exxon Mobil, que l'on accuse notamment d'être derrière l'invasion de l'Irak. Exxon Mobil est aussi responsable de nombreuses études réfutant les changements climatiques. La CDPQ a des parts également chez Total, compagnie pétrolière française accusée de soutenir la junte militaire du Myanmar et aussi responsable de la catastrophe écologique suite au naufrage de l'Erika au large de la Bretagne. On retrouve aussi des placements dans des compagnies pétrolières russes, comme Lukoil et Gazprom, qui ne sont pas étrangères à la guerre en Géorgie à l'été 2008, de même que dans des entreprises chinoises, britanniques, etc.

Au secteur énergétique, on doit aussi ajouter le secteur minier. La Caisse est présente dans plus d'une dizaine d'entreprises aux pratiques douteuses et agressives notamment en Afrique, comme par exemple les compagnies canadiennes CNR et Barrick ou coréenne comme POSCO.



Source: martinchamberland.wordpress.com

L'ex PDG de la Caisse est allé s'expliquer devant la Chambre de commerce.

La société aurifère Barrick, mieux connue comme la Barrick Gold, est d'ailleurs responsable d'un baillon légal (SLAPP) contre la maison d'édition Écosociété qui a publié un livre sur les pratiques antisociales et anti-environnementales de la compagnie (chut !!! en espérant ne pas se faire poursuivre !).

La Caisse possède de nombreuses actions de grandes banques étrangères, dont la Citigroup, la Bank of America, JPMorgan and Chase. Ce sont, en partie, ces trois grandes banques américaines qui sont responsables du fiasco des « subprimes » et des PCAA. De plus, la Citigroup est soupçonnée de contribuer à l'évasion fiscale en facilitant l'accès à des comptes offshore dans des paradis fiscaux des Caraïbes ou d'Europe.

À ce bilan, il faut ajouter des participations dans des compagnies comme Microsoft, accusée de pratiques monopolistes, comme la prise de contrôle de la bannière ISO pour bloquer l'émergence du logiciel libre ; Google, qui est responsable d'un stockage d'information en quantité inimaginable ; Nestlé, souvent pointée du doigt pour ses pratiques antisyndicales et pour ses négligences coupables dans le dossier de la nourriture pour bébé ; etc.

Il ne s'agit ici que d'un bref coup d'œil sur la composition du portefeuille de la Caisse de dépôt et placement du Québec et pourtant, il est déjà possible d'affirmer que cette institution profite de pratiques douteuses, agressives, expansionnistes, polluantes, déstabilisatrices et antisyndicales du capital privé. À l'heure du soi-disant « développement durable », servi à toutes les sauces par les politiciens et les politiciennes, il y a tout lieu de se questionner.

Le 1^{er} mai, allons exiger ce qu'ils nous ont volé!

En plus de jouer au poker avec l'argent des travailleurs et des travailleuses, le gouvernement et ses sbires de la finance profitent de l'exploitation éhontée et de la destruction de la nature. Nous ne sommes pas complices et c'est pour cela que nous irons nombreux et nombreuses, le 1er mai à Montréal, dénoncer cette institution, fleuron du capital québécois.

Notes

[1] Voir la chronique #3 «Le capital en déroute» sur le blog de l'UCL-Montréal

[2] Les papiers commerciaux adossés à des actifs sont des titres financiers basés sur les hypothèques à risque, ou «subprime», en vigueur aux États-Unis.

1ER MAI 2009
JOURNÉE INTERNATIONALE DES
TRAVAILLEUSES ET DES TRAVAILLEURS
MANIF ANTICAPITALISTE

ON PAYERA PAS
LEUR CRISE !

Rassemblement
17h30
Square Cabot
coin
Atwater et Ste-Catherine
métro Atwater

Pour informations: 1ermai2009@gmail.com

Retrouvez tous les rendez-vous du Premier mai en dernière page...



Le 10^e Salon du livre anarchiste de Montréal aura lieu les 16 et 17 mai 2009 au CEDA, un centre communautaire pour l'éducation aux adultes dans le sud-ouest de Montréal, à deux minutes à pied de la station de métro Lionel-Groulx.

La journée de samedi est consacrée aux exposants (une centaine de kiosques!) et aux ateliers d'introduction tandis que la journée de dimanche est réservée à des ateliers qui explorent plus en profondeur divers thèmes liés à l'anarchisme. Pour plus d'informations, visitez le site web du Salon du livre anarchiste : www.salonanarchiste.ca

Opinion :

Une perspective communiste libertaire sur l'anticapitalisme

Ndlr: Les colonnes de Cause commune sont ouvertes au débat. Des camarades de l'UCL de Sherbrooke soumettent des éléments de réflexion à la veille du 1^{er} mai.

Cette année, deux manifestations ont lieu à Montréal pour souligner la journée du 1^{er} mai : celle des grandes centrales syndicales (CSN, FTQ, CSQ, CSD, etc.) et celle de la coalition pour le 1^{er} mai révolutionnaire anticapitaliste. En rupture avec les stratégies et politiques ouvrières actuelles, les membres, sympathisants et sympathisantes de la coalition sortent dans la rue afin de crier haut et fort qu'il faut mettre un terme à l'exploitation capitaliste.

C'est sous la bannière de l'anticapitalisme que des tendances politiques du mouvement ouvrier et social parfois irréconciliables se sont réunies. Les membres de la coalition souhaitent donner à la manifestation du 1^{er} mai un côté plus combatif que celui proposé par les centrales syndicales. Il importe de remettre en question et de dénoncer publiquement la légitimité des institutions bourgeoises, telle que la Caisse de dépôt et placement.

Mais « l'anticapitalisme » n'est pas une fin en soi. Tout comme « l'altermondialisme », cette appellation a le désavantage d'être trop souvent un mot fourre-tout, vide de sens historique et politique. De plus, une telle position évacue régulièrement la critique du patriarcat et de l'État, de même que la nécessité de préciser un véritable projet de société révolutionnaire.

Nous pensons que la domination des hommes sur les femmes

en tant que classe sociale et politique précède la création des États et de l'exploitation capitaliste. La lutte contre le patriarcat doit être partie prenante de tous nos combats. Par ailleurs, nous ne croyons pas que la centralisation de l'économie ou des forces militaires soient bénéfiques. Des expériences historiques nous donnent raison: le centralisme, incarné dans le mouvement révolutionnaire par le léninisme, tue l'organisation directe économique et politique des travailleurs et des travailleuses en instaurant un capitalisme d'État.

Nous croyons que nous pourrions mettre un terme au capitalisme lorsque les populations sauront se réapproprier l'économie sur la base de sa planification décentralisée répondant aux besoins réels de la société. Une telle rupture ne se concrétisera pas seulement par des insurrections, mais aussi par des grèves générales visant à reconstruire cette production autogérée tout en donnant aux individus la capacité de s'épanouir dans la fraternité sociale. Pour atteindre ce but, l'éducation populaire permettra à toutes et tous de préciser et d'organiser ce modèle par des luttes dans les quartiers, les usines, les écoles et dans la rue. Notre projet, le communisme libertaire, esquisse à grands traits une société qui aurait, comme l'écrivait l'anarchiste espagnol Ricardo Mella, fusillé en 1925, « la liberté pour base, l'égalité comme moyen, la fraternité pour but » et ce pour tous et toutes peu importe l'origine, le pays, le lieu de résidence ou la langue.

Écrit par des membres du Collectif du 19 Juillet (UCL-Sherbrooke)

Théâtre : La Charge de l'original épormyable

Je ne reconnais pas la culpabilité qu'on m'impose de force. Je ne reconnais pas la compétence des juges intéressés. Je ne reconnais pas l'amour des assassins guêtrés de stupidité. Je ne reconnais pas la lucidité des vengeurs qui n'ont rien compris. Le lac-bolide fuse, onnée verticale et parabolique!

– Extrait de *La Charge*

L'art authentique est-il soluble dans la société marchande? Suite aux représentations de *La Charge de l'original épormyable* au très respectable Théâtre du Nouveau Monde (TNM), il nous est heureusement encore permis d'en douter.

Claude Gauvreau est certainement l'un des écrivains les plus subversifs de l'histoire du Québec. Son oeuvre entière constitue un vaste assaut contre la société, une charge en règle contre la morale bourgeoise et ses déclinaisons conservatrices. Toute sa vie il a défendu – et littéralement – la liberté. Loin de la fixation du dogmatisme, sa pensée est en mouvement constant; elle évolue au gré des événements et des rencontres. Elle se fonde sur les idées de Refus global, sur son rejet de la civilisation chrétienne et sa rationalité, et se transfigure au fil du temps pour devenir socialiste libertaire.

En 1956, l'épopée automatiste est définitivement terminée, les artistes révolutionnaires sont en exil en France et aux États-Unis ou en voie d'être intégré-e-s à l'univers académique des musées du régime. Claude Gauvreau vit certainement les moments les plus pénibles de sa tumultueuse existence : tentatives de suicide, internements répétés et relations violentes avec son entourage ponctuent

cette période difficile. Entre deux internements dans cette « usine d'assassinat des ferveurs », l'hôpital psychiatrique Saint-Jean-de-Dieu, il écrit, à bout de force, l'une des pièces les plus sombres du répertoire théâtral québécois, *La Charge de l'original épormyable*.

Cette pièce est à la fois inspirée de ses séjours en asile, dont elle est le témoignage autobiographique, et une métaphore de la société catholique de l'époque. Mycroft Mixeudem, malade suite à la mort de sa bien-aimée, se voit infliger les pires tortures psychologiques par ceux qui prétendent être ses amis. Ces tortures – électrochocs, coups et humiliations – étaient trop souvent le quotidien des « fous » et des « hors-la-loi » sous le régime obscurantiste de Duplessis. Comme à peu près tous les textes de Gauvreau, la pièce est traversée d'un vif sentiment de révolte

C'est malgré moi. On me coupe du monde. C'est malgré moi. On me fait un procès. Des justiciers ridicules, élus par eux-mêmes, me font un procès. Des moralisateurs insincères se reconnaissent le droit de me juger. Des conformistes drapés me jugent, profitant de ma léthargie. Prostuste m'a jugé, m'a condamné. Protuste inquisiteur, Protuste vaniteux et impotent et suiveur et surnoisement envieux.

Si la pièce est violente, elle est également, comme dans l'ensemble de l'oeuvre du poète, traversée de grandes douceurs amoureuses, celles que Microft vit tendrement avec Dydrame Daduve, preuve que « les lois se dissolvent dans le plaisir qui est seul légitime ».

Avant de mourir, alors qu'on lui assène un nouveau coup d'épée dans le corps, Microft relève une dernière fois la



Claude Gauvreau

tête et affirme, mourant : « Il faut poser des actes d'une si complète audace que même ceux qui les réprimeront devront admettre qu'un pouce de délivrance a été conquis pour tous » – ces paroles, en 1969, vont inspirer de jeunes révolutionnaires à prendre d'assaut la scène de la Comédie canadienne afin de s'y déshabiller et d'y égorger quelques oiseaux. Cette action, sans grand étonnement et pour le plaisir de Gauvreau présent pour l'occasion, fera bien entendu scandale.

Après l'assassinat de Microft, les bourreaux du poète transportent son cadavre dans la salle, brisant ainsi la frontière entre le spectateur et la pièce, entre la fiction et la réalité. Le dépotoir qu'ils cherchent, c'est hors scène qu'ils le trouvent, dans le monde raisonnable des spectateurs complices. Au TNM, malgré la performance juste et généreuse des comédiennes et des comédiens, le corps du poète, au mépris du texte original, n'a jamais quitté la scène. La pièce fut ainsi privée d'une part importante de son dénouement, de même que du versant le plus radical qu'elle est censée porter. Par la négative, cette mise en scène démontre que l'oeuvre de Claude Gauvreau, même 40 ans plus tard, reste toujours irrécupérable.

L'UCL vous informe...

6 blogues:

Découvrez des blogues libertaires des 4 coins du Québec sur le site web de l'UCL :

www.causecommune.net

2 émissions de radio:

«La Rage du peuple»

L'émission de l'UCL-Sherbrooke - Mardi, de 16h à 18h à CFLX 95,5 FM

«Voix de faits»

L'émission de l'UCL-Québec - Mercredi de 20h à 21h à CKIA 88,3 FM

==> Écrivez-nous !

journal@causecommune.net

Répression tout azimut

Les 3 et 4 avril dernier avait lieu le 60^e Sommet de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN), tenu conjointement à Strasbourg (France) et à Baden-Baden (Allemagne). Bien entendu, un contre-sommet était organisé par une coalition anti-impérialiste. L'UCL étant signataire de « l'Appel communiste libertaire contre le sommet de l'OTAN » [1], des camarades participèrent aux activités du contre-sommet. Voici leur récit.

L'OTAN est une grosse machine de guerre créée en 1949 afin « d'assurer la sécurité » des pays de l'Ouest face à l'URSS et au « communisme ». Elle comprend, à l'origine, la France, le Royaume-Uni, le Canada et plusieurs autres pays réunis derrière les États-Unis. Ces derniers utilisèrent l'organisation principalement afin d'étendre leur contrôle, et ce, de la Guerre Froide à la Guerre en Afghanistan. C'est donc l'OTAN qui est en charge du commandement des « forces de la paix » en Afghanistan et qui s'occupe, à ce titre, du pillage des ressources au profit de l'Occident et de la stabilisation du pouvoir du gouvernement mis en place par les États-Unis dans ce pays.

C'est pour parler de cette guerre que les dirigeants et les dirigeantes des 28 pays membres de l'OTAN se sont réunis le mois dernier à la frontière entre l'Allemagne et la France. Entre les soupers gastronomiques, les photos officielles et les cérémonies pour la presse, ils et elles prirent aussi le temps de discuter de leurs relations avec la Russie et des autres missions de l'OTAN.

Afin d'apporter un autre discours que celui des politiciens et des politiciennes, un contre-sommet a été organisé du 1^{er} au 5 avril à Strasbourg. Beaucoup de conférences, de concerts et de manifestations étaient au menu. De plus, un campement autogéré servait de lieu de logement et de vie aux nombreux et nombreuses protestataires venu-e-s de partout en Europe. Le contre-sommet a atteint son apogée avec une manifestation rassemblant plusieurs dizaines de

milliers de personnes le samedi 4 avril [2]. Auparavant, il y avait eu de nombreuses actions sur des thèmes tels que le pouvoir sécuritaire de l'État français, la solidarité avec les arrêté-e-s ou l'abolition des frontières.

Bien entendu, les autorités françaises et allemandes ont mis le paquet pour « assurer la protection » des politiciens et des politiciennes. Plus de 11 000 policiers et policières étaient à Strasbourg durant le sommet, le centre-ville et la moitié nord de la ville étaient bloqués par les « forces de l'ordre ». Les flics se sont fait le plaisir d'utiliser leurs pouvoirs pour attaquer le camp à plusieurs reprises, procéder à de nombreux contrôles d'identité, faire des blocages de routes et des centaines d'arrestations abusives.

La population avait été mise en état d'alerte par les médias, les politiciens et les politiciennes qui tentaient déjà de légitimer les mesures sécuritaires par la supposée arrivée massive de « casseurs venus de partout dans le monde ». Même l'UCL a fait les manchettes du journal *Le Figaro* [3]! Même si la population était plutôt réceptive aux revendications des protestataires et aidait souvent ces derniers à s'enfuir de la police, lorsque nous regardions la télévision, la seule chose que nous voyions, c'était des citoyens et des citoyennes s'offusquant de la présence des manifestants et des manifestantes.

Bref, de ce sommet, nous retiendrons la répression policière, qui fut absolument démesurée, la solidarité de la population locale excédée par l'arrogance des flics ainsi que la très forte opposition face aux politiques impérialistes et militaristes de l'OTAN.



Source: www.alternativelibertaire.org

La tente et la table de presse d'Alternative libertaire au campement.

Notes:

- [1] Voir www.anarkismo.net/article/12359
- [2] Une manifestation sous le thème « Le Canada et l'OTAN hors d'Afghanistan » avait lieu au même moment à Montréal.
- [3] Voir www.lefigaro.fr, édition du 13/03/09

Manifestation contre la brutalité policière

Retour sur le 15 mars 2009

C'était écrit dans le ciel: « Il va y avoir de la casse! » titraient tous les journaux de Montréal en parlant de la Journée internationale contre la brutalité policière. Or, ce sont plus de 2000 personnes qui ont bravé les menaces du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) en se rassemblant au métro Mont-Royal. L'immense majorité des gens n'avait pas l'intention de « casser », mais d'envoyer un message clair aux autorités : y'en a assez! Ce qui est sûr, c'est que les agissements des flics ont transformé en casseurs de nombreuses personnes qui auraient été pacifistes autrement. Ils ont créé une impression de confinement, des mouvements de panique, des arrestations « préventives », enfin, des agissements qui ne peuvent résulter, même chez des gens bien intentionnés, qu'à des actes imprévisibles et violents.

Maintenant, on parle de rendre obligatoire la demande d'un permis pour une manifestation, en disant vouloir assurer la liberté d'expression. Certaines langues sales ont même dit qu'on est chanceux et chanceuses de pouvoir s'exprimer, nous qui vivons dans une « démocratie ». Pourtant, après avoir réellement vu comment le SPVM et la Ville ont géré l'évènement, Montréal n'a rien à envier aux pires dictatures. Dans certains pays, on érige des barrages policiers pour empêcher les gens de se rendre dans une ville pour manifester; ici, on ferme le métro et on bloque les autobus qui se rendent au lieu de rassemblement. Ailleurs, quand on déclare une manifestation illégale, on remplit le centre-ville de policiers et on arrête les attroupements de plus de 10 personnes; ici, on remplit le Plateau Mont-Royal de policiers anti-émeute agressifs et on encercle le « noyau dur de casseurs », c'est-à-dire n'importe qui sur le trottoir. Certains pays peu recommandables utilisent des canons à peinture pour « marquer » les manifestants et les manifestantes et les identifier après; ici aussi, on utilise la peinture mais sans canon. N'est-il pas illogique de considérer que des protestataires furent arrêtés pour des motifs de ports d'arme dangereuse, c'est à dire un drapeau et sa hampe, alors que le SPVM a utilisé des balles de plastique (du même type que celles utilisées en Irlande du Nord ou en Afrique du Sud) pour réprimer la foule près du métro Place des Arts?

Au cours des treize dernières années, la police de Montréal a toujours trouvé le moyen de narguer et de harceler les manifestants et les manifestantes, que ce soit en utilisant les caméras vidéo du service d'identification sous leur nez, en procédant à des arrestations « préventives » dans la foule ou en envoyant des agents provocateurs comme ceux qu'on a pu observer au Sommet de Montebello. Il ne faut pas non plus oublier les arrestations de masse, les fameux encerclements qui ont même été dénoncés par un comité de

l'ONU. Une fois de plus, le SPVM a utilisé cette tactique le 15 mars dernier, faisant de nouvelles victimes. Et comme toujours, la grande majorité des personnes arrêtées seront acquittées après quelques années de procédures judiciaires. S'en suivront sans doute d'autres poursuites, cette fois-ci contre la police et la Ville.

Pendant ce temps, les chiffres continuent de parler d'eux-mêmes : 43 morts en 22 ans aux mains du SPVM sans aucune sanction. Sans compter le profilage racial et social qui se poursuit de plus belle. Mais ce qui est le plus inquiétant, c'est l'impunité dont jouissent les policiers. Les autorités peuvent bien encourager les victimes d'abus policiers à porter plainte en déontologie, mais qui s'y est déjà aventuré sait qu'il s'agit d'une parodie de justice, comme en témoigne la commission d'enquête sur la mort de F.Villanueva.

Ils ont décidé de faire la sourde oreille aux problèmes bien réels vécus par les jeunes, les minorités et les pauvres? Nous crierons encore plus fort! Ils peuvent bien continuer à jouer aux guignols, ça ne nous empêchera pas de marcher une quatorzième fois en 2010, que ce soit légal ou non!



Flics assassins!

De nombreux graffitis sont apparus sur les murs de Montréal récemment, rappelant les 43 assassinats commis par le Service de Police de la Ville de Montréal depuis 1987. Les graffitis font référence à un site: www.flics-assassins.net que nous vous invitons à aller visiter. Nous saluons l'excellent travail de ces camarades anonymes qui tentent à leur façon de dénoncer l'impunité policière.

Source: nefacmtl.blogspot.com



Librairie sociale autogérée
265 Dorchester, Québec

Ouvert du mardi au dimanche de 12h à 17h et les jeudi et vendredi jusqu'à 21h



DIRA
BIBLIOTHÈQUE ANARCHISTE

DOCUMENTATIONS, INFORMATIONS, RÉFÉRENCES ET ALTERNATIVES

lundi, mardi, vendredi, samedi et dimanche: 14:00 à 17:00
mercredi et jeudi: 14:00 à 20:00

2035 BOUL. ST-LAURENT, MONTRÉAL / MÉTRO ST-LAURENT
TEL: 514-843-2018 / E-MAIL: dira@riseup.net

numéro 24 - printemps 2009

Cause Commune

Journal anarchiste www.causecommune.net

Cause commune est le journal de l'Union communiste libertaire (UCL). 5000 exemplaires de ce journal sont distribués gratuitement par des militants et des militantes libertaires, membres ou non de l'organisation. Cause commune se veut un tremplin pour les idées anarchistes, en appui aux mouvements de résistance contre les patrons, les proprios et leurs alliés au gouvernement. Vous pouvez soumettre un texte ou nous faire part de vos commentaires en écrivant à journal@causecommune.net. Si le journal vous plaît et que vous voulez aider à le diffuser dans votre milieu, contactez le collectif de l'UCL le plus près de chez-vous.

Contacts locaux de l'UCL:
ucl.stjerome@causecommune.net
ucl.drummondville@causecommune.net
ucl.saguenay@causecommune.net
ucl.sherbrooke@causecommune.net
ucl.quebec@causecommune.net
ucl.montreal@causecommune.net

Ce sont les membres de l'organisation qui paient l'essentiel des frais de Cause commune, un peu plus de 500\$ par numéro, avec leurs cotisations (entre 1,5% et 3% du salaire). Le reste vient de contributions volontaires et d'activités de financement.

Sur les lignes...

Chronique syndicale

Grève(s) générale(s) à l'UQAM

En 1976, l'Université du Québec à Montréal (UQAM) est paralysée pendant quatre mois par une grève générale illimitée. Celle-ci fut déclenchée par le syndicat des professeur-e-s (SPUQ) pendant la négociation de sa convention collective. À l'époque, cette grève est appuyée par plusieurs associations étudiantes, lesquelles prennent part au conflit. De l'aveu même du SPUQ, la grève générale de 1976 a permis d'obtenir des gains majeurs pour ses membres. Mais depuis, ce moyen de pression n'a plus été utilisé par le SPUQ, lequel a peu à peu perdu de sa combativité.

Pourtant, d'autres grèves ont fréquemment perturbées l'UQAM, session après session. Il est vrai que la population de l'UQAM conserve encore une réputation d'engagement et de militantisme. Mais il ne faudrait certainement pas réduire la cause de ces grèves récurrentes à un simple phénomène d'activisme universitaire. Tout comme l'ensemble du réseau d'éducation public, l'UQAM souffre d'un sous-financement chronique. Historiquement, sa mission première est de favoriser l'accessibilité aux études. Encore aujourd'hui, elle figure parmi les universités conservant les frais d'études les plus bas tout en ayant la proportion d'étudiantes et d'étudiants à temps partiel la plus élevée. Mais cette mission d'accessibilité et sa spécialisation académique désavantage l'UQAM par rapport aux autres universités en terme de subventions gouvernementales et de revenus tirés de la poche des étudiantes et étudiants. Pour ajouter à sa «malchance», l'université est spécialisée en sciences sociales. Or, on sait bien que les facultés dont les programmes d'études ne servent pas directement les intérêts du marché sont désavantagées en terme de subventions.

Que dire maintenant de la grève générale illimitée qui perdure depuis le 9 mars 2009? La grève a été déclenchée par le SPUQ dans le cadre de la négociation d'un nouveau contrat de travail. Rapidement, des associations étudiantes ont rejoint ce mouvement. Pendant la première semaine d'avril, plus de 30 000 étudiantes et étudiants et tout le corps professoral font la grève.

Parmi les revendications du SPUQ, l'embauche de 300 nouveaux et nouvelles professeur-e-s est celle qui lui vaut le plus d'appuis, sans doute parce qu'elle sert davantage les intérêts de la majorité des membres de la communauté universitaire. Les associations étudiantes restent tout de même critiques face aux demandes salariales des professeur-e-s, qui constituent un groupe plutôt aisé et privilégié dans notre société. Cependant, l'augmentation des salaires, prise dans un contexte de compétitivité entre les universités, donnerait à l'UQAM la capacité d'attirer davantage de professeur-e-s dans des domaines spécialisés.

Les associations étudiantes fournissent un appui majeur aux professeur-e-s, tant et si bien qu'elles font maintenant partie du rapport force de cette grève. Il s'agit là d'un élément important que bien des professeur-e-s semblent



avoir de la difficulté à comprendre. Malgré une grève en apparence générale, le rapprochement et l'organisation entre les différentes bases de grévistes reste difficile. Une solidarité se construit au quotidien, mais jusqu'où toutes les personnes impliquées sont-elles prêtes à aller? Il faut souligner que contrairement à l'an dernier, le SPUQ est solidaire de la revendication visant à obtenir le refinancement de l'UQAM.

Quel dénouement aura la grève cette session? Est-ce que le conflit débouchera sur une entente à rabais afin d'éviter une loi spéciale? Le conflit doit maintenant interpeller et perturber le gouvernement : c'est ce qui est visé par la question du refinancement. Le manque de subventions publiques et la logique de privatisation qui affecte le réseau de l'éducation poussent les universités à entreprendre des projets d'envergure afin de récolter des revenus supplémentaires. La saga de l'Îlot Voyageur illustre bien l'échec flagrant de cette logique. Pour rendre le tableau encore plus noir, les projets du gouvernement au plan de la gouvernance visent à modifier la composition des conseils d'administration pour favoriser la présence de gestionnaires spécialisés-e-s, c'est à dire des personnes issues du secteur privé.

La grève du SPUQ est représentative de la crise d'un système d'éducation soumis à une logique de marchandisation. Nous pouvons tout de même espérer que cette grève permettra de forger des alliances à plus long terme entre militantes et militants. Chez les étudiants et les étudiantes, on a vu apparaître un conseil de grève, regroupant des grévistes issu-e-s de toutes les associations étudiantes. Le conseil de grève prend de plus en plus d'initiatives et s'occupe concrètement d'organiser des moyens de pression et de mobilisation. Un vent de radicalisation souffle sur l'université. De plus en plus de voix s'élèvent, appelant à défier une éventuelle loi spéciale. Quelle sera la réponse des professeur-e-s face à cet appel? À quel degré de répression faut-il s'attendre? D'ores et déjà, 45 arrestations ont eu lieu le 6 avril au cours d'une occupation de l'UQAM par des étudiantes et étudiants. Le moins qu'on puisse dire, c'est que la fin de ce conflit n'est pas encore écrite.

(UCL-Saint-Jérôme) appellent à se joindre à la manifestation montréalaise. De Sherbrooke: départ du Cégep à 14h30 (Info & réservations: 1ermaiestrie@gmail.com). De Drummondville, détails à venir (écrivez à ucl.drummondville@causecommune.net). De Saint-Jérôme: départ de la gare à 15h00 (Info: ucl.stjerome@causecommune.net)

Québec & Saguenay

Le Collectif La Nuit (UCL-Québec) et le Collectif Emma-Goldman (UCL-Saguenay - ucl.saguenay@causecommune.net) appellent à joindre la mobilisation des groupes populaires de la région de Québec. Un «Carnaval de crise» se tiendra de 15h à 18h30 avec pour mot d'ordre «Face à la crise, on refuse de s'appauvrir!». Rassemblement à Québec, à la Place de l'Université-du-Québec (coin De la Couronne et Charest). Pour marcher avec nous, cherchez les drapeaux rouge et noir.

En soirée, l'AgitéE (251 rue Dorchester) accueillera le traditionnel cabaret du premier mai de La Page Noire.

Saguenay

Lock-out au journal *Le Réveil*

Le 4 mars dernier, Québecor déclenchait son 14^e lock-out en 14 ans, ciblant cette fois-ci les travailleurs et les travailleuses du journal *Le Réveil* au Saguenay. La raison de ce lock-out était le refus de l'offre patronale par 100% des syndiqué-e-s réuni-e-s en assemblée générale. Cette offre prévoyait la coupure de plusieurs postes dans la région pour les centraliser à Montréal et dans les grandes villes, de même que des primes de départ pour les employé-e-s plus anciens et anciennes. Ce lock-out s'ajoute à la fermeture récente de l'imprimerie des Éditions du Réveil à Jonquière qui a entraîné la mise à pied de 47 travailleurs et travailleuses en raison du manque de productivité des équipements de travail par rapport à ceux de Montréal. En comptant ces licenciements, le nombre d'employé-e-s du *Réveil* passera de 80 à 5 selon le syndicat affilié à la CSN. Au terme de cette restructuration majeure, Québecor espère tout de même continuer de produire le journal régional gratuit (contenant de 75 à 80% de publicité) et maximiser encore ses profits sur le dos des travailleurs et des travailleuses. Et malgré le lock-out, *Le Réveil* continue d'être produit par les cinq cadres et l'agence QMI de Québecor.

Dans ces conditions, ce n'est pas difficile de comprendre la colère des lock-outé-e-s devant tant d'affronts du patron. Contrairement aux travailleurs et aux travailleuses du *Journal de Québec* (473 jours de lock-out) et du *Journal de Montréal* (encore en lock-out), ceux et celles du Saguenay cherchent à mettre en place une coopérative de travailleurs et de travailleuses pour racheter le journal ou en créer un nouveau pour concurrencer celui de la multinationale, advenant le cas où Québecor refuse de leur vendre. Cette stratégie pourrait redonner la dignité aux employé-e-s, qui avaient, depuis plus de 40 ans, accumulé les concessions sans jamais faire de grève. Un boycott des annonces et de la réception du journal a été lancé par le syndicat des lock-outé-e-s, qui a produit des milliers d'autocollants à poser sur les boîtes à lettre pour indiquer le boycott du *Réveil*. Jusqu'à maintenant, plus de 17 entreprises et organismes ont pris la décision de participer au boycott, dont la Centrale des syndicats du Québec (CSQ) et la Commission scolaire de la Jonquière. Des lignes de piquetage rotatives ont lieu devant l'atelier de Jonquière, le plus important de la production, et la population leur offre un bon niveau d'appui et de solidarité. Derrière les lock-outé-e-s, la multinationale paye cinq agents de sécurité de Montréal, jour et nuit, pour surveiller un périmètre autour de la bâtisse.

Pendant ce temps, une multitude de lettres d'opinion continuent d'être publiées par les cadres du *Réveil* et les boss de Québecor pour calmer l'opinion publique régionale. Le journal produit par les cadres, en leur qualité de scabs, est d'ailleurs très utilisé par la partie patronale (même P.K. Péladeau), qui y donne «sa position sur le conflit» dans un style journalistique très douteux et un manque total d'objectivité. Les conseillers et conseillères publicitaires, toujours à l'emploi pour engraisser Péladeau, ont aussi signé à quelques reprises des lettres d'opinion traitant du boycott lancé par les lock-outé-e-s comme une menace pour l'économie régionale et les emplois au journal, déniaient paradoxalement leurs camarades en lock-out pour avoir refusé la centralisation des emplois vers Montréal.

D'un point de vue libertaire, la création d'une coopérative dans le secteur de l'information pourrait être très intéressante si les travailleurs et les travailleuses pouvaient en prendre le contrôle et la mise en marche. Une telle coopérative pourrait être fortement utile aux mouvements sociaux et ouvriers comme l'a été Québec-Press de 1969 à 1974. Mais ce genre de coops n'est pas la panacée. Force est de remarquer que les coopératives sont très souvent fidèles au modèle de l'idéologie dominante, sous «l'emprise de la petite bourgeoisie qui y fait prévaloir ses intérêts et de la bureaucratisation interne.» [1]

[1] Louis Favreau. Les travailleurs face au pouvoir

Les rendez-vous du 1^{er} mai

Montréal

Le collectif local de Montréal de l'UCL participe à une coalition large de groupes révolutionnaires qui appelle à une manifestation contre le capitalisme à la Caisse de dépôt et placement. Rassemblement à 17h30 - Départ à 18h30 au Parc Cabot à Montréal (coin Atwater et Ste-Catherine - métro Atwater). La manifestation se dirigera vers le bureau principal de la Caisse de dépôt et placement du Québec dans le quartier des affaires (1000, place Jean-Paul-Riopelle, dans le Vieux-Montréal).

Après la manif: spectacle anticapitaliste! Au Petit Café Campus, à 20h30. Avec: Paul Cargnello and the Frontline, Fred Dubonnet, Chaotic Insurrection Ensemble, des membres de Nomadic Massive, Micros Armés et Son un poco politicas.

Sherbrooke, Drummondville & Saint-Jérôme

Le Collectif du 19 juillet (UCL-Sherbrooke), La Barricade (UCL-Drummondville) et l'Étoile Noire

2033, St-Laurent, Montréal

L'INSOUMISE
Librairie Anarchiste

Livres, revues, brochures et journaux

Horaires :

Lundi :	fermé
Mardi - mercredi :	de 12h à 18h00
Jeudi - Vendredi :	de 12h à 21h00
Samedi - Dimanche :	de 12h à 18h00

Pour nous joindre : 514-313-3489